



Revue de presse



jeudi 05 mai 2022



L'Algérie place les garde-fous pour une levée des subventions sans dégâts : Une mission possible

Les politiques, les syndicalistes et les représentants de la société civile auront la lourde responsabilité de fixer la barre de la richesse. Un exercice d'autant plus compliqué qu'énormément de variables interviennent dans l'évolution du pouvoir d'achat d'une société.



Bientôt un débat national sur les subventions publiques : Le grand enjeu de l'état social

La participation des partis politiques, la société civile et le mouvement syndical, permettra d'étoffer le débat...



Exportations hors hydrocarbures : Une tendance prometteuse

Ammoniac, urée, fer à béton, fils de fer, ciment blanc, ciment gris, poisson congelé, matières plastiques, plaques de plâtre, papier recyclé et graines de caroube. Ce sont autant de produits 'made in Algérie' qui séduisent sur le marché mondial.



ALORS QUE L'UE PRÉVOIT DE NOUVELLES SANCTIONS : L'OPEP prévient qu'elle ne remplacera pas le pétrole russe

L'OPEP+ devrait convenir, à l'issue de sa réunion prévue aujourd'hui, d'une nouvelle légère augmentation des objectifs de production pour juin, en dépit des attentes selon lesquelles les sanctions européennes réduiraient la production russe et contrecarreraient davantage les inquiétudes sur la croissance de la demande liées aux blocages sanitaires chinois.

La réunion de l'OPEP+ se tient aujourd'hui dans un contexte très tendu, marqué par la proposition de l'Union européenne d'appliquer un embargo pétrolier progressif sur la Russie. Une annonce qui a fait réagir le secrétaire général de l'OPEP, Mohammad Barkindo, qui a déclaré, lors de la réunion du comité technique conjoint de l'OPEP+ qui se tenait hier, en prélude aux réunions de l'OPEP+, qu'«il n'était pas possible pour d'autres producteurs de remplacer l'approvisionnement russe». «Ce qui est clair, c'est que les exportations russes de pétrole (...) de plus de 7 millions de bps ne peuvent pas être compensées ailleurs.

La capacité de réserve n'existe tout simplement pas», a déclaré le secrétaire général de l'OPEP, Mohammad Sanusi Barkindo, dans son allocution prononcée en ouverture des travaux du Comité technique conjoint (JTC) de la Déclaration de coopération (DoC), qui a tenu hier sa 62e réunion par vidéoconférence pour examiner les conditions et les tendances émergentes du marché mondial du pétrole. La rencontre s'est tenue en préparation de la 40e réunion du Comité ministériel conjoint de suivi (JMMC) et de la 28e réunion ministérielle OPEP et non-OPEP (ONOMM), toutes deux prévues aujourd'hui. Dans son allocution, le secrétaire général de l'OPEP a rappelé en outre «le rôle déterminant joué par les pays membres de l'OPEP et les pays producteurs de pétrole non membres de l'OPEP participant à la DoC suite au déclenchement de la pandémie de Covid-19 en 2020». «Le secrétaire général a également abordé les incertitudes actuelles liées aux développements géopolitiques et les conséquences possibles pour le marché pétrolier.

Il a encouragé les pays de la DoC à continuer de coopérer à travers le cadre historique dans l'intérêt de la stabilité du marché pétrolier et de la croissance économique», indique le communiqué de l'OPEP. «Il est vital que nous ayons des marchés de l'énergie stables, tant pour les producteurs que pour les consommateurs, comme cela a été le cas pendant la pandémie. A cet égard, nous exhortons les dirigeants mondiaux à continuer de soutenir le type de multilatéralisme présenté dans la DoC, afin d'assurer un flux d'énergie sans entrave, stable et sûr vers le monde entier», a-t-il ajouté.

L'OPEP+ devrait convenir, à l'issue de sa réunion prévue aujourd'hui, d'une nouvelle légère augmentation des objectifs de production pour juin, en dépit des attentes selon lesquelles les sanctions européennes réduiraient la production russe et contrecarreraient davantage les inquiétudes sur la croissance de la demande liées aux blocages sanitaires chinois.

Les ministres de l'OPEP+ devraient ainsi convenir d'augmenter les objectifs de production de 432 000 barils par jour (bpj) pour juin, en vertu d'un accord conclu en juillet de l'année dernière, prévoyant le même seuil d'augmentation mensuelle jusqu'à la fin septembre, pour annuler ses réductions de production restantes.

Hier, les prix du pétrole ont bondi dès les premières heures de cotation de plus de 4%, dans le sillage de l'annonce des sanctions prévues par l'UE, le brut Brent atteignant près de 110 dollars le baril. Selon un rapport interne répercuté par Reuters, l'OPEP+ s'attend à ce que l'offre dépasse la demande de 1,9 million de bpj en 2022, soit 600 000 bpj de plus qu'une prévision précédente. L'OPEP prévoit que la demande mondiale de pétrole en 2022 augmente de 3,67 millions de bpj en 2022, en baisse de 480 000 bpj par rapport à ses prévisions précédentes. A ce propos, le secrétaire général de l'OPEP a déclaré que les blocages chinois freinaient l'utilisation des carburants de transport et des matières premières pétrochimiques.

L'OPEP+ prévoit, par ailleurs, que la production de pétrole des pays non OPEP de l'alliance soit en moyenne de 18,2 millions de bpj, soit une révision à la baisse de 600 000 bpj par rapport aux prévisions précédentes, reflétant en partie la baisse des approvisionnements russes, survenus dans le sillage de la crise avec l'Ukraine.



MOURAD GOUMIRI, ÉCONOMISTE «Reconstruire une architecture commerciale efficace»

Dans cet entretien, l'économiste Mourad Goumiri estime que la régulation du marché doit se réaliser par des arbitrages, au niveau macroéconomique, entre la production nationale, les importations et les exportations

Quelles sont les raisons de la flambée des prix durant le Ramadhan?

Deux raisons essentielles à ce phénomène récurrent. La première résulte de la frénésie de la consommation et du gaspillage de produits alimentaires divers, ce qui déséquilibre le marché et induit une hausse sensible des prix.

Si on ajoute à cela la désorganisation des marchés de gros, de demi-gros et de détail, nous arrivons à ce résultat chaque année de manière régulière, malgré les mesures prises par les pouvoirs publics qui concentrent leur action sur les instruments répressifs au lieu de ceux économiques.

La règle de l'offre et de la demande explique-t-elle cette hausse ?

La règle de l'offre et de la demande ne s'applique que lorsque les acteurs sont «raisonnables» (homo-economicus), c'est-à-dire qu'ils consomment en fonction de leurs besoins et pour satisfaire leur minimum vital, mais non leurs fantasmes culinaires liés à cette période de jeûne qui, normalement selon les exégèses religieux, devrait être une période de sobriété, de solidarité et de religiosité.

Des parties disent que la spéculation y est pour quelque chose...

Il y a deux formes de spéculation, celle positive qui consiste à anticiper les niveaux des prix et d'agir en conséquence, et celle négative qui consiste à créer artificiellement des pénuries pour agir sur la hausse des prix. Dans notre pays, c'est cette dernière qui prévaut et les saisies diverses et variées entreprises par les services de sécurité ne sont qu'une goutte d'eau par rapport à la réalité pour tous les produits et ceux notamment subventionnés (semoule, farine, huile, sucre, lait, pâtes, banane...).

Faut-il espérer une baisse des prix ?

Tout dépend des politiques économiques mises en œuvre par les pouvoirs publics. Pour l'instant, ce sont les instruments répressifs qui sont privilégiés au détriment de ceux économiques, ce qui ne me paraît pas la bonne solution.

Reconstruire une architecture commerciale efficace (marchés de gros, de demi-gros et de détail, parisien, itinérant, points de vente...) et une chaîne logistique fluide (transport, stockage, froid, circuits de distribution...) est d'une absolue nécessité et les instruments répressifs ne doivent être pris qu'à la marge. Eduquer plutôt que de réprimer est la règle d'or dans ce genre de problématique.

Comment réguler le marché ?

La régulation du marché doit se réaliser par des arbitrages, au niveau macroéconomique, entre la production nationale, les importations et les exportations, en premier lieu. Elle doit également prendre en compte le niveau des prix relatifs, les subventions et le pouvoir d'achat des ménages. Enfin, elle doit permettre la mise en place d'une concurrence loyale entre les différents opérateurs actifs sur le marché.

Comment le conflit russo-ukrainien peut jouer les trouble-fêtes ?

Ce conflit a un impact économique et financier international, dans la mesure où il déséquilibre les prix de l'énergie par la géopolitique et non pas par les fondamentaux ainsi que tous les produits chimiques et pétrochimiques en aval, ceux de la production des céréales et des aliments du bétail et enfin ceux de l'industrie de l'armement.

Il faut également ajouter que les sanctions prises réciproquement auront un impact sur le système monétaire et financier, puisqu'elles remettent en cause le rôle du dollar américain dans les transactions internationales et dans les réserves de tous les pays au monde.



[Remboursement des dettes des entreprises en difficulté : Validation de 120 dossiers supplémentaires](#)

L'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (ANADE) a validé 120 dossiers supplémentaires pour le remboursement des dettes des entreprises en difficulté, a indiqué hier un communiqué du ministère délégué chargé de la Micro-entreprise.



[Atout majeur](#)

Le dialogue social est un instrument de gouvernance, en ce qu'il mobilise à la fois l'État, les travailleurs et le patronat. Son but est de promouvoir la paix sociale, indispensable à tout développement économique.



[Le dernier rapport du FMI d'avril 2022, sur le taux de croissance et le taux de chômage sur l'Algérie et les axes du redressement national, ...](#)

Le dernier rapport du FMI sur l'économie algérienne de 2022 étant ambiguë, demande des éclaircissements car c'est par un fort taux de croissance sur plusieurs années que l'on résout durablement, loin des replâtrages pour une paix sociale fictive, le lancinant problème du taux de chômage et par-là l'amélioration du pouvoir d'achat devant s'attaquer à la mauvaise gestion et à la corruption, réorienter les investissements vers des projets créateurs de valeur ajoutée, s'insérant dans le cadre des valeurs internationales, en fait améliorer la gouvernance et valoriser le savoir. C'est par un diagnostic serein et une vision stratégique que s'élabore une politique socio-économique cohérente.



[Banques virtuelles en Algérie: Le démenti de Yacine Oualid](#)

Le ministre délégué chargé des Startups, Yacine Oualid, a apporté, hier, un démenti catégorique à ce qu'il a qualifié de «nouvelles circulant sur l'interdiction des banques virtuelles en Algérie». «Je vous assure que le gouvernement n'a pris aucune mesure dans ce sens», a déclaré le ministre dans un message sur Facebook.



في تعليمة للمديرية العامة للضرائب :مهلة إضافية أمام المؤسسات للتصريح بأرباحها

منحت وزارة المالية فرصة جديدة للمؤسسات والمتعاملين الاقتصاديين المكلفين بالضريبة، لتسوية أعبائهم الجبائية بأريحية، عبر تأجيل مهلة التصريح السنوي إلى 30 جوان المقبل واكتتاب رصيد التصفية للضريبة على أرباح المؤسسات إلى 20 جويلية 2022، مشددة على أن هذا التمديد يأتي لتمكين المؤسسات من تدارك الخسائر المسجلة خلال فترة كورونا، وما أعقبها من غلق وتراجع للنشاط وتقلص للأرباح.



ياسين وليد ينفى منع نشاط البنوك الافتراضية في الجزائر

نفى الوزير المنتدب المكلف بالشركات الناشئة ياسين وليد يوم الأربعاء، ما قال إنَّها أنباء تمَّ تداولها حول منع نشاط البنوك الافتراضية في الجزائر. وقال الوزير وليد في منشور على فيسبوك: «أؤكد لكم أن الحكومة لم تتخذ أي إجراء في هذا الإتجاه».

RÉSILIATION DE SON CONTRAT AVEC MONETIX/BPC

La Satim passe à l'action

Plus de cinq ans après avoir signé un contrat avec Monetix/BPC portant sur la mise en place d'une solution monétique, la Société d'automatisation des transactions interbancaires et de monétiques (Satim), lance une énième correspondance au groupement en question qui a été mis sous administration judiciaire, et qui a cessé toutes les prestations contenues dans la clause signée en 2017, entraînant de ce fait, des préjudices conséquents pour la Satim, selon la note publiée par la directrice générale de cette société, en annonçant qu'elle procédera à la résiliation immédiate du contrat la liant avec Monetix/BPC.

Massiva Zehraoui - Alger (Le Soir) - Monetix avait remporté, en avril 2017, l'appel d'offre de mise en place et le développement d'un réseau de paiement électronique émis par la Société d'automatisation des transactions interbancaires et de monétique (Satim), consortium représentant sept banques publiques et Al Bakara Bank), pour 739 millions de dinars. Celui-ci prévoit notamment le déploiement de 22 000 terminaux

de paiement électronique, avec l'implication technique d'Al Wataniya Télécom Algérie et de NagralD (filiale suisse du spécialiste des cartes sécurisées Oberthur), tous deux actionnaires minoritaires de Monetix.

La Satim avait chargé Monetix et BPC d'assurer la migration de sa solution monétique vers Smartvista par le biais d'un marché de 481 millions de dinars.

Le contrat était assuré par le

groupement Monetix/BPC présidé alors par Noah-Tarek Kouninef. La Satim signale que la mise sous contrôle judiciaire de Monetix/BPC a entraîné le gel du contrat, engendrant des «préjudices pour la Satim», a spécifié la responsable de l'entreprise.

Celle-ci affirme dans la note qu'elle a publiée, que « les tentatives de la Satim d'entrer en négociation avec l'administrateur judiciaire pour débloquer la situation ont été vaines».

C'est dans ce cadre que deux mises en demeure ont été transmises par la Satim au groupement Monetix/BPC «pour la reprise de l'exécution de ses obligations et assurer la continuité du contrat».

Malgré ces démarches, l'administrateur ne s'est toujours pas manifestée, d'après la responsable. Elle note que l'objet de la dernière mise en demeure s'axait principalement sur la prise de position

sur la continuité de la mission de finalisation du contrat, et encore l'accomplissement des obligations comprises dans le contrat. N'ayant à ce jour, aucun retour à ses correspondances de la part de Monetix/BPC, la Satim décide « d'exécuter les sanctions fixées dans les mises en demeure ».

Il s'agit de la résiliation immédiate du contrat de fourniture et d'installation de la solution monétique-Migratoire de la plateforme monétique, qui la lie au groupement Monetix-BPC.

Elle mentionne également « la mise en œuvre de toutes les conséquences juridiques afférentes à une résiliation aux torts d'un cocontractant ».

La Satim notifie que la résiliation prend effet au moment où elle est communiquée à l'administration ou qu'elle est publiée au journal.

M. Z.

L'ALLIANCE TIENDRA AUJOURD'HUI SA RÉUNION MENSUELLE

Opep+ n'ouvrira pas les vannes

Alors que les Occidentaux intensifient leurs efforts pour parvenir à l'interdiction de marché au pétrole russe, les pays producteurs de brut alliés sous la bannière de l'Opep+ s'évertuent à ne pas sortir de la ligne de conduite qu'ils se sont imposée afin de parvenir à la stabilisation du marché, malgré les fortes pressions, notamment de la part des États-Unis, pour augmenter les quotas de production des membres de l'alliance afin d'influer sur les prix.

Augmenter la production des membres de l'alliance Opep+ d'une part, bannissement du pétrole russe du marché, d'autre part. Les objectifs des Américains et de leurs alliés européens sont clairement établis et nul doute que ces deux sujets centraux figureront en bonne place lors de la réunion mensuelle, prévue ce jeudi, de l'alliance Opep+. Une autre réunion qui devra se dérouler sous forte pression notamment depuis qu'il devient presque acquis que l'Union européenne est en voie d'accéder aux desiderata de

l'Administration américaine en interdisant les importations de pétrole russe d'ici la fin de cette semaine, malgré les craintes que cela fasse encore augmenter les prix du pétrole. Niveau des prix qui rendent fous Américains et Européens même s'ils savent que leur idée consistant à priver le marché de la production russe ne fera qu'augmenter le prix du baril. Plus encore, même si les 23 de l'Opep+ consentaient à élever leur plafond de production plus généreusement pour le mois prochain, il n'est pas du tout acquis que



Photo : DMF

les barils de brut de Russie puissent être remplacés sur le marché.

Ce jeudi donc, les 23 membres de l'Opep+ se pencheront de nouveau sur le sujet des ajustements sur leur production et, selon toute vraisemblance, il y a une forte présomption que l'alliance opte pour une nouvelle

augmentation marginale de sa production. La raison ? La crainte de plus en plus justifiée quant à un effritement de la demande induit par l'extraordinaire rebond des contaminations au Covid enregistrées en Chine où, au fur et à mesure, sont reconduites des mesures de confinement avec tout ce

que cela fait subir comme répercussions sur l'activité économique, dont une baisse de la demande en pétrole. De quoi inciter l'Opep+ à reconduire une augmentation marginale du volume total de production d'environ 400 000 barils par jour initiée depuis le mois de mai 2021 alors que le contexte était à la reprise de l'activité économique, après des coupes drastiques pour surmonter le choc de la pandémie. La conjoncture sanitaire dans le deuxième plus grand pays consommateur de brut et premier grand client sur le marché pétrolier mondial, d'une part, et le conflit en Ukraine, d'autre part, pèseront évidemment dans les discussions prévues ce jeudi et à suivre plusieurs analyses, il va s'avérer que l'offre de pétrole sur le marché demeurera restreinte et, en conséquence, cela ne fera que maintenir le niveau élevé des prix.

Azedine Maktour

TAUX DE CHANGE DES PRINCIPALES DEVISES

Une relative stabilité observée

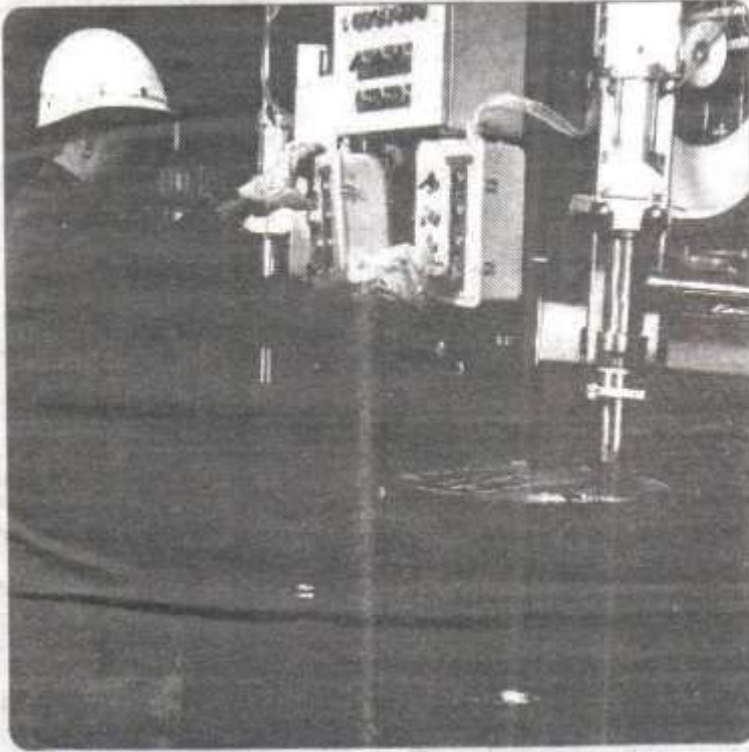
Les taux de change des principales devises connaissent une certaine stabilité sur les deux marchés, officiel et parallèle. Cependant, les devises ne sont pas à l'abri d'une éventuelle augmentation ou baisse de la valeur, voire une pénurie, notamment en marge du contexte international actuel marqué par le conflit armé entre la Russie et l'Ukraine et le retour du confinement en Chine. Pour sa part, la monnaie nationale unique reste souffrante face aux principales devises, particulièrement l'euro et le dollar, et ce, sur les deux marchés. En effet, ce mercredi 4 mai, les cotations de la Banque d'Algérie ont indiqué que la monnaie européenne unique, l'euro, s'échange, contre 153.19 dinars algériens à l'achat et contre 153.27 dinars algériens à la vente, soit une valeur en légère hausse par rapport aux jours passés. La valeur du dollar américain a également enregistré une augmentation et s'est fixée, ce mercredi, à 145.56 dinars algériens à l'achat et à 145.58 dinars à la vente. La valeur du dinar reste en recul face à la monnaie officielle du Royaume-Uni, la livre sterling, qui s'est stabilisée à 182.05 dinars algériens à l'achat et contre 182.11 dinars algériens à la vente, bien qu'elle soit en légère baisse, cette valeur frôle la barre des 200 dinars algériens sur le marché officiel des devises.

Par ailleurs, sur le marché noir des devises, les cambistes échangent l'euro contre 212.00 dinars algériens à l'achat et contre 214.00 dinars algériens à la vente, une valeur qui connaît une stabilité ces derniers jours, mais qui reste au-dessus de la barre symbolique des 200 dinars.

Ce mercredi 4 mai, la monnaie américaine s'est échangée contre 196.00 dinars algériens à l'achat et 199.00 dinars algériens à la vente sur le marché noir, soit une valeur à la hausse qui risque de dépasser la barre des 200 dinars algériens, tout comme la livre sterling qui s'est fixée à 251.00 dinars algériens à l'achat et 254.00 dinars algériens à la vente.

R. N.

خطوة جديدة في التصدير وجلب "الدوفيز"



كشف رئيس سلطة ضبط المحروقات، رشيد ندليل، بأن الجزائر ستكون قادرة على تصدير المشتقات النفطية بعد دخول مصفاة حاسي مسعود حيز الخدمة، مؤكدا زيادة استهلاك الوقود بمختلف أنواعه بعد عودة النشاط إلى الفعل الاقتصادي مع استقرار الوضعية الوبائية. وأبرز نفس المسؤول في تصريح للإذاعة الوطنية، أن استهلاك البنزين ارتفع خلال الثلاثي الأول من عام 2022 مقارنة بالسنة الماضية، حيث بلغ 1.2 مليون و200 ألف طن، و2.5 مليون طن بالنسبة للمازوت و350 ألف طن بالنسبة للوقود، مؤكدا أن الإنتاج الوطني يغطي الطلب وسيعرف هائضا مستقبلا بمجرد دخول مصفاة حاسي مسعود حيز الخدمة، لتتوجه الجزائر بعد ذلك إلى تصدير مشتقات المواد النفطية.

وقال السيد ندليل، إن النتائج الاقتصادية لقرار وزارة الطاقة خلال جويلية 2021، القاسي بسحب البنزين من المحطات بدأت تظهر على أرض الواقع، حيث أن الجزائر لم تستورد أي لتر من البنزين الممتاز ما وفر على خزينة الدولة 500 ألف دولار سنويا، بالإضافة إلى التقليل من تكاليف النقل والتخزين والصيانة لصهاريج البنزين المستعملة.

لإدراج وسطاء الدفع الإلكتروني في إطار عصرنة النظام البنكي والمصرفي

الحكومة تراجع قانون النقد والصرف

■ الوزير المهدي وليد: ما يتم تداوله حول منع البنوك الافتراضية لا أساس له
 نضى أمس الوزير المنتدب المكلف باقتصاد المعرفة، ياسين المهدي وليد، المعلومات الرانجة في مواقع
 التواصل الاجتماعي المتعلقة بمنع البنوك الافتراضية.



ل.ج

■ وأكد ياسين وليد، في منشور له عبر صفحته الرسمية على موقع التواصل الاجتماعي فايسبوك، أن الحكومة لم تتخذ أي إجراء في هذا الاتجاه، مشيراً إلى أن هناك مجهودات كبيرة من أجل عصرنة القطاع البنكي والمصرفي وتسهيل تصدير الخدمات الرقمية. وأضاف الوزير أن بنك الجزائر ستشرع في مراجعة قانون النقد والصرف لإدراج وسطاء الدفع الإلكتروني، قائلاً: "ستتم المراجعة بعد مشاورات واسعة قمنا بها مع البنك المركزي بمعية الفاعلين بهذا المجال في إطار تنفيذ مخطط عمل الحكومة".

وكان قد أعلن الوزير المنتدب لدى الوزير الأول المكلف باقتصاد المعرفة والمؤسسات الناشئة، ياسين المهدي وليد، عن تدابير جديدة لفائدة الشركات الناشئة وكذا حاضنات الأعمال.

وكشف وليد، خلال اشغال الطبعة الثانية للمؤتمر الوطني للمؤسسات الناشئة "الجيريا ديسرويت 2022" عن تبني الدولة لآليات جديدة تتعلق "بتحمل الدولة لمصاريف براءات الاختراع والملكية الفكرية"، مشيراً إلى أن هذه الآلية تندرج ضمن توجهات السيد رئيس الجمهورية، عبد المجيد تبون.

وأعلن وليد، في ذات الاطار، عن برنامج جديد لفائدة أصحاب المشاريع المبتكرة الذين يمكنهم الاستفادة من المرافقة المالية ومن حاضنات الأعمال الموزعة على التراب الوطني.

وتطرق كذلك لإنشاء تمثيلية جهوية للمصندوق الجزائري للشركات الناشئة، حيث يتم حالياً التحضير لإطلاق

الإجراءات الإدارية، من التواصل مباشرة مع الوزارة وطرح الإنشغالات كما سيتمكن أصحاب الشركات الناشئة من البقاء على علم بكل ما تقدمه الوزارة واكتشاف كل الفرص المتاحة للشركات الناشئة "صالونات، تمويل، فرص مع شركات كبرى".

وأشار الوزير إلى أن النظام البيئي للمؤسسات الناشئة يشهد "ديناميكية غير مسبقة" في كل أنحاء الوطن.

من جهة أخرى، أكد الوزير المنتدب أن التطور الكبير الذي شهده الدفع الإلكتروني في الجزائر ساهم في صعود المؤسسات الناشئة بها معرباً عن اطمئنانه من توجه الجزائر نحو التعاملات التجارية الإلكترونية والتي تساعد على الانتقال إلى الاقتصاد الرقمي.

واعتبر في هذا السياق أن "أغلبية سكان الجزائر شباب، وهم متعطشون لكل ما هو تكنولوجي"، مؤكداً أن الانتقال الرقمي أصبح الآن يشكل ضرورة للبلاد.

تمثيلية للمصندوق في بعض ولايات الوطن.

ومن ضمن أهداف قطاع المؤسسات الناشئة، ذكر السيد وليد "تشجيع الصناديق الاستثمارية الأجنبية على الاستثمار في الجزائر، حيث تم إبرام مذكرات تفاهم في هذا الاطار والمشاركة في عدة تظاهرات دولية".

وفيما يتعلق بتعزيز هيكل الدعم للشركات الناشئة، كشف السيد وليد عن إطلاق برنامج تسريع للشركات الناشئة لـ "الجيريا فنتور"، بمناسبة انعقاد المؤتمر، بالإضافة إلى انشاء مندوبيات جهوية لمسرّع "الجيريا فنتور"، كما سيتم أيضاً إنشاء نظام لتقييم الحاضنات وتحسين أدائها، بالإضافة إلى إطلاق "مخبر" التكنولوجيات المالية بالتعاون مع سلطة ضبط السوق المالي وشركات التأمين والبنوك.


كما أعلن السيد وليد إطلاق تطبيق لصالح الشركات الناشئة MY startup، سيتمكن، بالإضافة إلى




وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

 dc@mf.gov.dz

 Poste: 2784

www.mf.gov.dz



[@MFinance_dz](https://twitter.com/MFinance_dz)



[@MFinancesdz](https://www.facebook.com/MFinancesdz)



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger